

Complétez notre sondage en ligne

COUREZ
la chance de gagner
plusieurs prix
gazettemauricie.com



Parcs
Canada

Parks
Canada

NOS PARTENAIRES



SATYRE
CABARET-SPECTACLE

MARCHÉ
NOTRE-DAME

BOUFFE
& CAFÉ

Épicerie de
Quartier

PRODUITS
LOCAUX



Pour un sondage papier, contactez le
819.841.4135

MENSUEL GRATUIT 15 000 EXEMPLAIRES
JUN 2016 VOLUME 32 NUMÉRO 6
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

PAGES 11 À 15

CPE ET SERVICES DE GARDE Le modèle québécois sens dessus dessous

PHOTO: DOMINIC BÉRUBÉ

OPINION

**PUBLISACS
EN DÉLIRE !**

PAGE 2

DOSSIER FSM

**LUTTES LOCALES...
ESPOIR MONDIAL**

PAGES 5 À 7

Publisacs en délire !

À l'ère d'Internet, alors qu'on ne parle plus que de tablettes et de leurs applications diverses, à l'heure où les journaux, les uns après les autres, condamnent leur édition papier, l'orgie publicitaire déferle de plus belle dans les publisacs. Elle se déverse en flots continus sur le pas des maisons de banlieue. Elle s'accumule en petits tas au pied des escaliers et sur les trottoirs des premiers quartiers tout en s'accrochant en grappes aux boîtes postales le long des rangs de campagne.

RÉAL BOISVERT

Les annonces ne négligent aucune pharmacie. Elles n'oublient pas une seule quincaillerie. Elles couvrent toutes les chaînes d'alimentation, toutes les boutiques de produits électroniques, tous les

oui, j'oubliais les matelas, le salon de la mariée, le savon à vaisselle, les forfaits tout inclus et les bonbons en solde, à crédit, en vrac, en double, à volonté... Ouf !

Surtout, on pourrait se demander, si c'est permis, à quoi ça sert ? À nourrir la bête bien sûr. À enfourner le monstre consumériste en nous. À combler, à l'ère du vide, des besoins inutiles.

garages, plein de salles d'entraînement, mille négoce de vêtements, autant de fabricants de portes et de fenêtres, de vendeurs de meubles, de bijoux, de joujoux et de crèmes contre les poux. Ah

à 80 % de publicité et de publi-reports. Le tout distribué en Mauricie à 50 000 adresses. Tout bien compté, 25 tonnes de réclames tapageuses à toutes les semaines... Un clinquant assourdissant si on additionne toutes ces majuscules qui nous incitent à consommer toujours plus, sans cesse.

Mais pourquoi lire ça ? Enfin... lire est un grand mot. Pourquoi regarder ça plutôt ? Surtout, on pourrait se demander, si c'est permis, à quoi ça sert ? À nourrir la bête bien sûr. À enfourner le monstre consumériste en nous. À combler, à l'ère du vide, des besoins inutiles.

Beau temps, à l'approche de la période estivale, pour réfléchir à tout ça. Pour se redire notamment qu'un nombre incalculable des annonces qui se retrouvent dans le publisac a partie liée avec le pétrole. D'un côté la consommation concernant tout le secteur automobile, de l'autre, celle

des produits à base de pétrole, autant de millions d'objets en matière plastique qui aboutissent à leur tour en milliards de tonnes de déchets. Le publisac est l'image parfaite de l'état qui nous enserme. Les mâchoires de la publicité ne cessent de s'écarter pour s'ajuster parfaitement au flux de la production pétrolière. Voilà ce qui explique pourquoi on est si pressé de redémarrer les installations de Fort McMurray et voici en quoi TransCanada est si prompt à tout mettre en œuvre pour dérouler sur nos terres et sous nos rivières des kilomètres de tuyauterie charriant un flot continu de bitume dilué.

Autre motif pour mettre un frein à tout ça. Selon les dernières statistiques, l'endettement des ménages atteint des records. Comme si le matériau avec lequel sont fabriquées les cartes de crédit devait un jour ou l'autre conduire à ce débordement...



Profiter de la nature dans le respect

Finies les contrées sauvages réservées aux mordus de plein air endurants à l'effort et aux bibittes! Les parcs naturels sont de plus en plus aménagés pour accueillir toutes sortes de gens désireux de décrocher de la vie urbaine : familles, personnes à mobilité réduite, bébés, tout est désormais conçu pour satisfaire tous les styles de promeneurs, qu'ils soient du dimanche ou plus aventureux.

VALÉRIE DELAGE

On peut bien sûr se réjouir de voir autant de gens sensibilisés à la richesse de la nature et aux bienfaits qu'elle procure. Les parcs nationaux comme provinciaux redoublent d'ailleurs de créativité pour bien informer les visiteurs sur la vie des écosystèmes qu'ils protègent : expositions interactives, causeries, panneaux d'interprétation, etc. Aucune raison de ne pas s'initier aux secrets de la vie qui nous entoure. On peut ainsi penser que cette éducation populaire massive sert à mieux préserver la nature en se disant que l'on est plus sensible à ce que l'on connaît. C'est sûrement le meilleur moyen.

Toutefois, on ne peut pas s'empêcher de s'interroger sur les impacts de la fréquentation de nos parcs par des gens moins avisés de l'écologie des écosystèmes.

mes. Prenons notre parc national de la Mauricie : un bijou de milieu naturel que le monde entier nous envie! Pourtant, on y trouve certains secteurs plus accessibles où les canards vont jusqu'à nous piler sur les pieds dans l'espoir d'obtenir quelques miettes tellement ils sont habitués à se faire offrir de la nourriture. Or, nourrir les animaux sauvages, c'est modifier leur comportement naturel, qui leur permet de survivre dans un milieu souvent hostile en étant méfiants. C'est compromettre leur capacité à se débrouiller pour trouver eux-mêmes leur nourriture quand il n'y a plus personne. C'est aussi leur offrir une alimentation qui n'est pas adaptée à leurs besoins.

L'automne passé, au camping Mistaganac, discutant entre amies autour d'un feu la nuit tombée après une belle journée en kayak sur l'un des joyaux du parc

de la Mauricie, j'entends gigoter près de ma chaise pour m'apercevoir que ce n'est nul autre qu'un raton laveur qui espère grignoter mes restes. Après m'être éjectée de ma chaise de surprise, faisant ainsi reculer l'effronté de quelques pas, je pointe ma lampe dans le bois à la bordure du terrain pour y voir scintiller une dizaine de paires d'yeux appartenant à une brigade de rats prêts à se lancer à l'assaut de notre campement!

Plus récemment, au parc provincial Frontenac, un campeur irrespectueux faisait éclater à répétition des pétards sur son terrain au beau milieu de la soirée. Ses voisins ne tardèrent pas à venir l'avertir, mais peut-on savoir le degré de stress que toute la faune autour a subi sans pouvoir s'en plaindre? Chaque détonation était suivie, dans la forêt pourtant d'ordinaire si animée de chants d'oiseaux, d'un silence de mort qui en disait long.

C'est inquiétant pour la préservation de la nature dans son état sauvage. Quelle sorte d'éducation fait-on lorsque même

sur leur territoire, les animaux sont amenés à s'adapter à l'humain? Quel intérêt à venir observer la nature lorsqu'elle est domestiquée comme un animal de compagnie? Pour ma part, je ne me sens jamais plus en harmonie avec la nature que lorsque je réussis à me faire si discrète que je peux observer les animaux vivre comme si je n'étais pas là. Ce sentiment d'être en totale harmonie avec le grand tout me comble.

Cet été, visitons les parcs et tous les autres milieux naturels sans modération, ils sont source de découvertes inoubliables et de bien-être toujours renouvelé. Mais gardons bien en tête que nous partageons un territoire avec des habitants sensibles et vulnérables. Bon été!



À lire également en page 4 « Et si on sortait prendre l'air? »

SOMMAIRE

CHRONIQUE SOCIÉTÉ : PAGE 3

CHRONIQUE HISTOIRE PAGE 3

CHRONIQUE ÉCONOMIE PAGE 4

DOSSIER FSM LUTTES LOCALES... ESPOIR MONDIAL PAGES 5 À 7

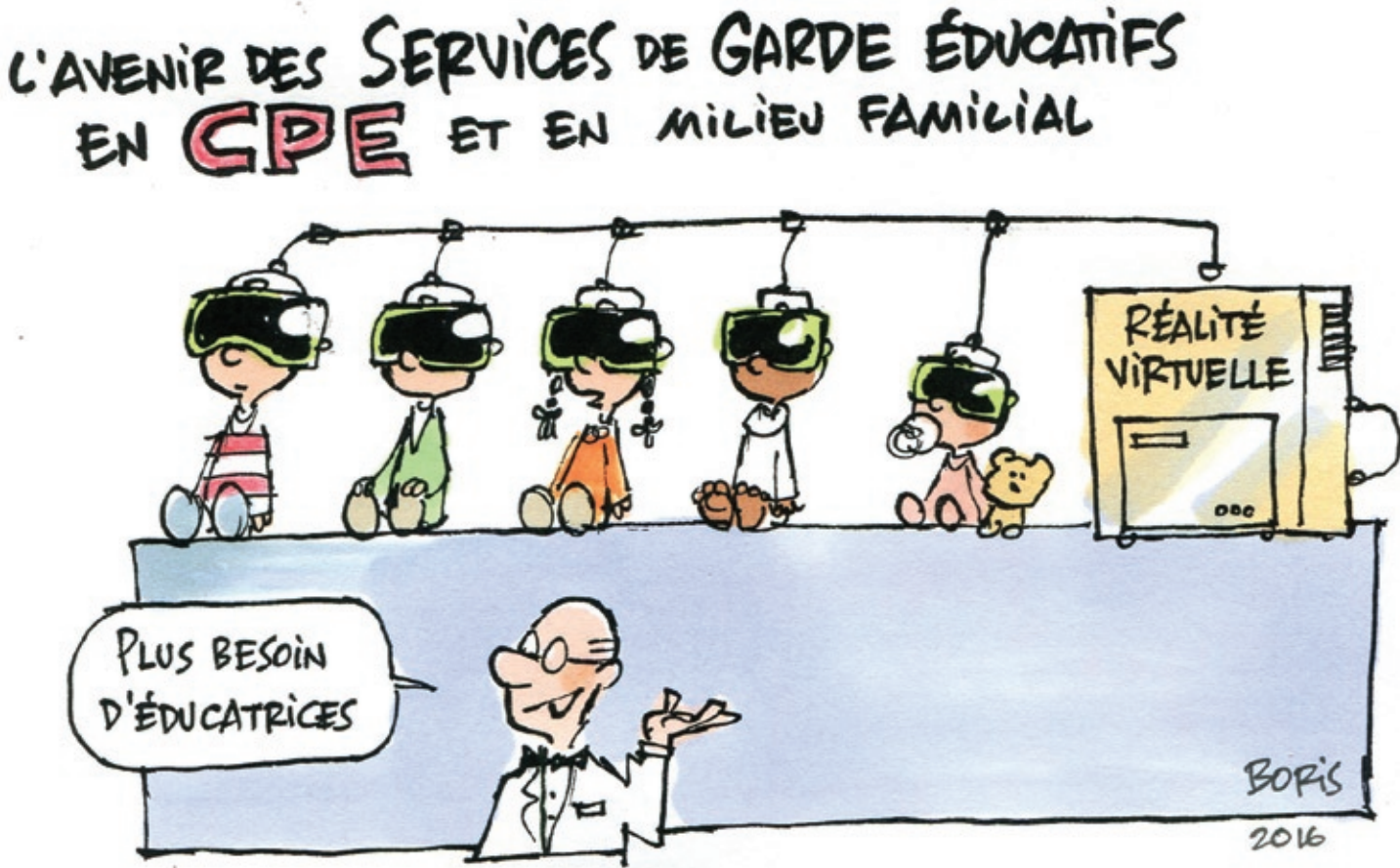
LES GRANDS ENJEUX PAGES 8 ET 9

VOIR LE MONDE... AUTREMENT PAGE 10

GÉOGRAPHIE 101 PAGE 10

DOSSIER SPÉCIAL CPE ET SERVICES DE GARDE PAGES 11 À 15

La Gazette de la Mauricie, c'est VOTRE journal. Faites-nous parvenir vos commentaires et propositions.



g CHRONIQUE HISTOIRE

La Fête nationale, une tradition ancestrale

La fête de la Saint-Jean-Baptiste est célébrée depuis les premiers jours de la ville de Trois-Rivières, importée sur les bords du Saint-Laurent par les Jésuites. Dès 1636, le Journal des Jésuites signale qu'elle est fêtée aux Trois-Rivières avec un grand feu et des réjouissances.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

Mise en veilleuse par les élites à cause de la révolution patriote en 1837, la fête ne renaît à Trois-Rivières qu'en 1848, année de la première procession trifluvienne de la Saint-Jean-Baptiste, incluant parade et feux d'artifices, malgré son caractère davantage religieux. Les journaux d'époque recensent 56 célébrations de la Fête nationale entre 1856 et 1933.

Vers 1922, le 24 juin est reconnu officiellement fête nationale du Québec. En 1925, on déclare officiellement ce jour congé férié au Québec. C'est l'occasion de se rassembler et de témoigner de la vitalité et de la richesse culturelles de la nation canadienne-française.

À partir de ce moment, la fête de «saint Jean-Baptiste» – nommé patron spécial des Canadiens-français par le pape Pie X le 24 juin 1908 à la demande de la SSJB de Québec – prend véritablement son envol et l'on assiste à des défilés dans plusieurs villes. Il était bien sûr impossible dans le Québec d'alors de dissocier la religion de cette fête et le

petit saint Jean-Baptiste, blond et frisé, occupait une place de choix dans les festivités surtout dans les défilés.

Au tournant des années 1950, les fêtes de quartier du 24 juin se multiplient à Montréal, puis dans les années 1960, les feux de joie et les défilés attirent les foules partout dans la province. On note de grands rassemblements entre autres à Shawinigan, Trois-Rivières, Alma, Drummondville, Lac-Mégantic, Asbestos et Victoriaville. En 1967, « Québec » rebaptise la fête des « Canadiens-français » la Fête nationale du Québec.

Dix ans plus tard, le 11 mai 1977, le gouvernement de René Lévesque proclame le 24 juin jour de la Fête nationale du Québec, journée qui sera désormais fériée et chômée, mais qui surtout deviendra la fête de toutes les personnes habitant le territoire du Québec. Dorénavant le 24 juin ne sera plus associé exclusivement aux personnes pratiquant la religion catholique, mais revêtira un aspect plus ouvert et laïque, axé sur la promotion du français. Depuis les années 1970, les chansonniers et les artistes populaires sont d'ailleurs appelés à jouer un rôle de plus en plus important dans les célébrations de la Fête nationale.



Une célébration du 24 juin au Cap-de-la-Madeleine.

Enfin, comme disait le grand patriote trifluvien Georges Meyers (1915-2012), pionnier du développement régional, ardent défenseur du Québec et directeur général de la SSJB-Mauricie de 1956 à 1982: « Célébrer la Fête nationale, c'est

un gage d'avenir, car tant qu'un peuple souligne sa fête nationale, il est assuré de sa survie ». Souvenons-nous!

*Sources disponibles sur notre site Internet www.gazettemauricie.com

LES FESTIVITÉS DE 2016!

Cette année, les célébrations de la Fête nationale en Mauricie donneront lieu à quelque 300 activités regroupées dans 55 projets. La fête régionale aura lieu le 24 juin au parc portuaire. Pas moins de 1000 bénévoles participent à l'organisation de cet événement où plus de 80 000 personnes sont attendues. Le lancement officiel des festivités aura lieu le 7 juin Pour information : Steve Bernier, coordonnateur régional fetenationale@ssjbmauricie.qc.ca

À QUAND LA PROCHAINE CRISE?



Austérité, taux d'intérêt négatifs, des milliers de milliards de \$ injectés par les banques centrales, etc. Rien n'y fait, l'économie mondiale est à bout de souffle. Nos dirigeants semblent à court de munitions pour rééquilibrer un monde où l'économie virtuelle (des financiers et des paradis fiscaux) est déconnectée de l'économie réelle.

ALAIN DUMAS, ÉCONOMISTE

On aura beau nous dire que le chômage est relativement bas, avec un taux officiel de 7,1 %. En réalité, il est beaucoup plus élevé, car ce taux ne tient pas compte des 138 000 travailleurs à temps partiel involontaires, ni des 425 000 sans-emploi qui attendent d'être rappelées, ni des 39 000 chômeurs de longue durée, que Statistique Canada appelle chômeurs découragés, pas plus que des milliers de chômeurs en retrait du marché du travail pour se recycler. En tenant compte de ces formes de chômage déguisé, le taux de chômage réel au Canada se situerait à 11 %, et non à 7,1 % comme l'indiquent les statistiques officielles.

Alors que l'économie réelle ralentit et que tous les indices boursiers battent des records (voir l'encadré), on est en droit de se demander d'où vient cet argent injecté dans les titres boursiers. Des banques centrales qui prêtent gratuitement aux banques, alors que cet argent n'aboutit pas dans l'économie réelle, mais alimente plutôt la spéculation finan-

cière. Même les entreprises, qui disposent de milliers de milliards de \$ de liquidités (en raison des baisses d'impôt des dernières années), alimentent cette hausse artificielle des indices boursiers en rachetant leurs propres actions.

LES SIGNES DE LA CRISE

Selon William White, ancien chef économiste de la Banque des règlements internationaux (BRI), le système financier mondial montre des signes d'instabilité inquiétants. Selon lui, une crise systémique des banques pourrait éclater lors de la prochaine récession*. Mervyn King, gouverneur de la Banque d'Angleterre de 2003 à 2013, va dans le même sens : « Nous ne savons pas d'où elle viendra, mais une nouvelle crise financière est probable » (Le Monde, avril 2016).

L'histoire des krachs boursiers (1929, 1987, 2000 et 2008) montre que les hausses artificielles de la bourse (bulles spéculatives) finissent toujours par éclater quand les gros investisseurs (ou spéculateurs) retirent simultanément et rapidement leurs billes des marchés boursiers.

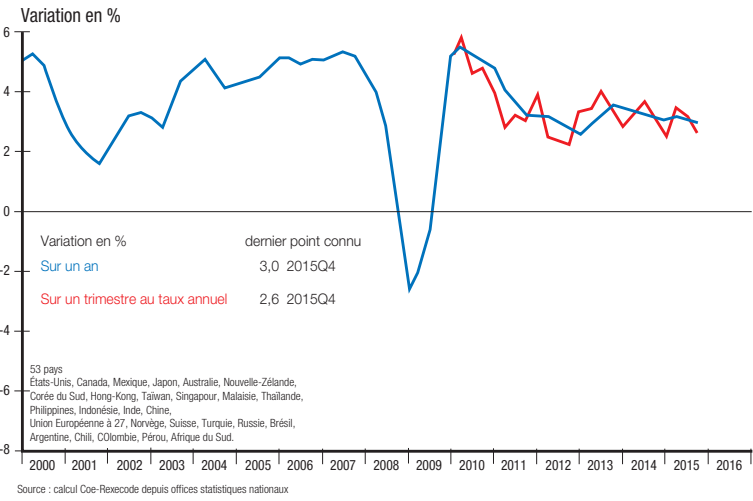
Le risque d'une crise économique et financière est élevé présentement, puisque les gouvernements et les banques centrales se sont endettés pour relancer désespérément une économie mondiale qui n'en finit plus de ralentir. À cela s'ajoute un monde où la moitié des transactions financières passent par les paradis fiscaux, c'est-à-dire entre les mains de financiers fantômes qui ne sont soumis à aucune réglementation boursière et financière, et dont on ne connaît pas la teneur des montages financiers.

SOLUTION DE RECHANGE

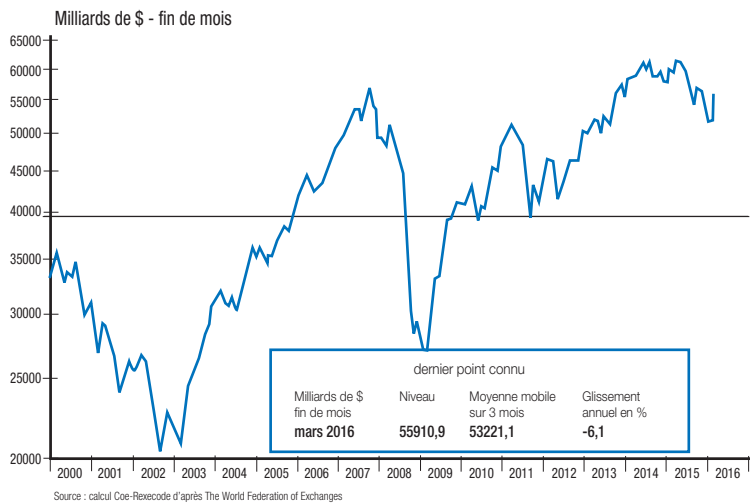
Plutôt que de distribuer des milliers de milliards de \$ aux banques et aux financiers qui spéculent sur les marchés boursiers et financiers, les banques centrales et les gouvernements devraient injecter cet argent dans des projets réels de développement durable, créateurs d'emplois, lesquels auraient des retombées concrètes sur le bien-être de la population et sur les économies locales.

**Sources disponibles sur notre site Internet www.gazette-mauricie.com*

RALENTISSEMENT DE L'ÉCONOMIE MONDIALE (VARIATION DU PIB MONDIAL)



SOMMET BOURSIER MONDIAL (VARIATION DE LA VALEUR BOURSÈRE MONDIALE)



Et si on sortait prendre l'air?

Faire le plein d'air pur, se dégoûdier les jambes, admirer les oiseaux ou laisser les rayons du soleil nous réchauffer. Toutes ces raisons sont excellentes pour effectuer une sortie en forêt. D'autant plus que de se retrouver en pleine nature a des effets positifs sur la santé : cela augmente le niveau d'énergie et diminue le stress. Voici donc une courte liste d'endroits accessibles gratuitement à découvrir ou redécouvrir, tout près de la ville.

KARINE LANGLAIS

SENTIERS DU MOULIN SEIGNEURIAL - POINTE-DU-LAC
De beaux sentiers à parcourir à pied ou à vélo, dont celui d'interprétation patrimonial, près du moulin, et le parcours Forestia, qui comprend près de 10 km aller-retour. Il est également possible de faire un arrêt au moulin afin d'y visiter les différentes installations (coût).

PARC LINÉAIRE CHÂTEAUDUN- CAP-DE-LA-MADELINE- GRATUIT
Différents parcours entre 3,4 et 4,7 km de distance, en forêt mixte. Les sentiers sont idéaux

pour la marche ou le vélo et un parc pour enfants est installé au milieu du parcours. Plusieurs panneaux d'interprétation donnent un lot d'informations sur la forêt mixte du secteur.

TOURBIÈRE DE SAINT-NARCISSE- PARC CŒUR NATURE
Des sentiers, un trottoir de bois et un belvédère permettent de découvrir le milieu humide exceptionnel qu'est une tourbière. Le site fait une boucle de près de 3 km, où des panneaux d'interprétation vous en apprendront sur la dynamique de cet écosystème.

PARC RÉCRÉOFORESTIER SAINT-MATHIEU
Ce parc est situé près du Parc national de la Mauricie et relie ce dernier à la Réserve faunique Mastigouche. Avec ses 48 lacs, des chutes et des cascades au cœur de la forêt laurentienne, le parc a une superficie de près de 130 km². Les options de sentiers sont nombreuses et elles varient en longueur (entre 1,5 et 12,5 km). Ce site unique possède un magnifique amphithéâtre, en pleine forêt. Un arrêt y est incontournable.

PARC NATURE LA GABELLE- SAINT-ÉTIENNE-DES-GRÈS

OU NOTRE-DAME-DU-MONT-CARMEL
Près de 15 km de sentiers pédestres entourant le barrage la Gabelle, longeant et enjambant la rivière Saint-Maurice s'offrent à vous. Un belvédère

permet d'observer la rivière. Ce site est idéal pour l'observation d'oiseaux, puisque près de 200 espèces y ont été dénombrées.

Informations complémentaires : www.gazette-mauricie.com



Parc nature La Gabelle.

CRÉDITS : TOURNÉE MAURICIE

Pour une mondialisation à visage humain

Du 9 au 14 août 2016, un Forum social mondial (FSM) se tiendra à Montréal. Il s'agira d'un événement historique, puisque c'est la première fois qu'une ville du Nord sera l'hôte d'un FSM. D'où proviennent les Forums sociaux? Dressons un portrait sommaire de leurs origines.

DANIEL LANDRY

Par la chute du mur de Berlin (1989) et l'éclatement de l'Union soviétique (1991), c'est toute la géopolitique de la Guerre froide qui était remise en question. Des auteurs comme Francis Fukuyama clamaient haut et fort la victoire de la démocratie libérale. Le meilleur des systèmes l'avait emporté, point à la ligne...fin de l'histoire.

Pourtant, moins d'une décennie après la fin de la Guerre froide, des formes multiples de résistance émergeaient, qu'il s'agisse des autochtones du Chiapas (1994), des manifestants de Seattle (1999) ou, plus près de nous, des manifestants de Québec lors du sommet des Amériques (2001). Que souhaitaient donc ces groupes? Difficile d'identifier un message commun, vu le caractère éclaté des revendications. Mais ces formes de résistance en avaient d'abord contre la mondialisation telle qu'elle se déployait à l'amorce de ce nouveau mil-

lénaire, c'est-à-dire une mondialisation qui favorisait la déréglementation en matière économique et la déresponsabilisation de l'État en matière sociale. Ils en avaient contre ce soi-disant « meilleur système », le capitalisme néolibéral, tel qu'il fut mis en place dans le Chili de Pinochet dès 1973, dans la Grande-Bretagne de Thatcher dès 1979, ou même aux États-Unis de Reagan dans la décennie 1980.

C'est de ce mouvement de résistance planétaire que sont issus les premiers Forums sociaux mondiaux (FSM). À l'origine, le premier FSM s'organise en réaction au Forum économique mondial (FÉM) de Davos qui, depuis 1971, réunit une élite économique composée de politiciens et de dirigeants d'entreprises. Symboliquement, le FÉM incarne la mondialisation néolibérale, tandis que les FSM représentent, non pas un mouvement anti-mondialisation (contre), mais un mouvement alter-mondialisation (autre), d'où le slogan « un autre monde est possible ». D'ailleurs, il n'est pas anecdotique de constater que c'est dans un pays du Sud qui vit d'énormes problématiques de justice sociale qu'a lieu le premier FSM, soit le Brésil. Il se déroule en janvier 2001 à Porto Alegre.

L'objectif des FSM est de créer un lieu propice à l'émergence d'une société civile forte. L'idée est également de rompre avec une vision du monde occidentalocentriste et de permettre aux populations les plus opprimées de penser des solutions de rechange sociales et politiques. De plus, les FSM s'inspirent des mouvements d'éducation populaire brésiliens qui clament l'importance de



PHOTO : RAPHAËL CANET

Des participants au Forum social mondial de 2007 à Nairobi au Kenya lors d'une marche solidaire.

la co-construction des connaissances. Ainsi, l'horizontalité est favorisée, d'où les principes d'autogestion, l'auto-organisation d'activités et d'ateliers, ou encore, le refus de clore les forums par une déclaration unique nécessitant le consensus. Les participants deviennent eux-mêmes les organisateurs des FSM, mais la place faite au débat demeure omniprésente avant, pendant et, surtout, après les événements. Chico Whitaker, cofondateur des FSM, fait référence à un espace de débat, voire un « incubateur de nouveaux mouvements sociaux ».

Depuis le premier FSM de Porto Alegre, cette agora à la fois réelle et virtuelle s'est étendue, reproduite et multipliée. Des forums sociaux régionaux ont eu lieu dans l'ensemble du globe. Des forums thématiques ont également permis de donner la voix aux populations palestiniennes lors du Forum mondial sur l'éducation en 2010. Plus de 15 années après l'organisation du premier FSM, il s'avère plus que jamais nécessaire de maintenir ce type d'événements pour donner une voix à l'ensemble des communautés et peuples de la planète. L'exercice s'est avéré fructueux jusqu'à présent.

LECTURES POUR ALLER PLUS LOIN

Pierre Beaudet, Raphaël Canet et Marie-Josée Massicotte, L'altermondialisme. Forums sociaux, résistance et nouvelle culture politique, Montréal, Écosociété, 2010, 477 p.
Francis Dupuis-Déri, L'altermondialisme, Montréal, Boréal, 2009, 127 p.
Autres sources disponibles sur notre site Internet www.gazette-mauricie.com

Avec l'éducation, un autre monde est possible: Agissons!



Syndicat des professeures et professeurs
du Cégep de Trois-Rivières



Le FSM en 140 caractères

Depuis le premier Forum social mondial en 2001, plusieurs résidents de la Mauricie ont eu l'occasion de participer à ce rassemblement planétaire. La Gazette de la Mauricie leur a demandé de raconter leur expérience en 140 caractères. Voici leurs témoignages.



ANICK MICHAUD, SAINT-ÉLIE-DE-CAXTON, FSM DE BELÉM, BRÉSIL, 2009

C'est très motivant de sentir que nous ne sommes pas seuls, mais bien des milliers qui font naître des initiatives plus inspirantes les unes que les autres!



HÉLÈNE FERLAND, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 2005

Brésil janvier 2005... Un autre monde est possible... la thématique. Depuis ce moment, j'en suis investie ... j'y ai cru, j'y crois toujours et je m'y applique à chaque jour



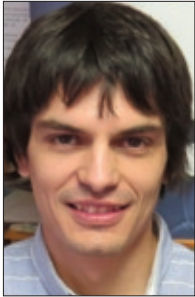
CLAUDE LACAILLE, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 2003

Au FSM de Porto Alegre en 2005, dans la foule jeune et enthousiaste venue de partout, j'ai su que nous allions réussir à bâtir ce monde de justice auquel nous rêvons.



DIANE VERMETTE, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE NAIROBI, KENYA, 2007

Aller à la rencontre du monde, quand le monde vient chez nous. Découvrir l'autre parmi les autres, échanger pour changer le monde, parce qu'un autre monde est possible...



RICHARD GRENIER, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 2005

Je n'oublierai jamais ce moment où j'ai pris conscience encore plus fortement qu'Un autre monde est non seulement possible mais qu'il est absolument nécessaire et que nous sommes des millions à le construire !



JEANNE BETTEZ, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE TUNIS, TUNISIE, 2013

Le FSM est un lieu dynamique de rencontres et d'échange d'idées. C'est assurément une expérience enrichissante à ne pas manquer!



FRANCE LAVIGNE, SHAWINIGAN, FSM DE PORTO ALEGRE, BRÉSIL, 2005

Participer au FSM m'a permis de prendre conscience de l'ampleur mondiale des luttes citoyennes, toujours pacifistes mais déterminées. Ensemble, nous avons plus de pouvoir que l'on pourrait le croire.



ANNIE LAFONTAINE, SHAWINIGAN, FSM DE CARACAS, VÉNÉZUELA, 2006, FSM DE BELÉM, BRÉSIL, 2009

Un lieu de convergence pour tous ceux et celles qui pensent qu'un autre monde est possible. Un lieu pour découvrir des solutions de rechange inspirantes de partout dans le monde.



STEVEN ROY CULLEN, TROIS-RIVIÈRES, FSM DE NAIROBI, KENYA, 2007

Constater la résilience des peuples marginalisés aura à jamais marqué mon esprit. Ensemble les peuples se lèvent pour construire un autre monde.



NATHALIE-ANN ROSS, ORIGINAIRE DE SAINT-ÉTIENNE-DES-GRÈS, FSM DE NAIROBI, KENYA, 2007

Au FSM, on réfléchit avec des gens de partout dans le monde à des solutions de rechange au système actuel. On vient chez soi la tête pleine d'idées. Ça émerge!

LA MAURICIE BIEN REPRÉSENTÉE AU FSM 2016

Plusieurs organisations mauriciennes seront représentées au Forum social mondial (FSM) de 2016 à Montréal du 9 au 14 août prochains. La délégation mauricienne pourra partager son expertise et acquérir de nouvelles connaissances, alors que plusieurs centaines d'activités prévues au programme du FSM 2016 permettront d'échanger avec les milliers de participants et d'experts venus des quatre coins du monde. Parmi ces activités, le Centre de femmes de Shawinigan, la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie et le Programme éducation, environnement, entrepreneuriat et citoyenneté (PEEC) vous en proposent trois.

ATELIER MARCHÉ MONDIALE DES FEMMES

Entre le 8 mars et le 17 octobre 2015, sous le thème Li-bérons nos corps, notre Terre et nos territoires, les voix, les pas et les batucadas se sont fait entendre et les femmes se sont levées pour affirmer leur résistance aux différentes formes d'oppression patriarcales, capitalistes et colonialistes à la faveur d'actions publiques. Ces dernières visaient à réaffirmer que le corps des femmes, la Terre et les territoires constituent des espaces de résistance et de transformation pour développer des solutions fé-

ministes et construire un monde s'inspirant des valeurs de la MMF : l'égalité, la justice, la paix, la solidarité et la liberté pour toutes.

L'atelier de la Marche mondiale permettra de faire connaître les expériences que vivent les femmes et les enjeux auxquels elles font face dans leurs pays, les stratégies d'action qu'elles développent, de même que la vision qu'elles portent et les alliances qu'elles nouent avec d'autres mouvements sociaux ici et ailleurs.

PANEL « DES-TERRES-MINÉES »

Depuis mai 2016, le projet « Des-Terres-Minées » vise à créer des occasions pour les personnes vivant une oppression basée sur le genre, qui souhaitent réfléchir et échanger sur leurs vécus face à l'exploitation du territoire et approfondir les analyses féministes des enjeux extractifs. Il vise à mettre de l'avant les luttes portées par les femmes d'ici et d'ailleurs pour défendre leurs territoires et communautés.

En vue du FSM, des démarches sont initiées par le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CD-

HAL), la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et Femmes autochtones au Québec (FAQ) pour inviter au FSM des femmes autochtones et allochtones engagées dans des luttes aux quatre coins des Amériques.

LES PORTEURS D'ESPOIR

L'atelier « Les porteurs d'espoir » est aussi le titre du film documentaire qui démontre une démarche citoyenne où la communauté de McMasterville en Montérégie arrive à solutionner le problème de vandalisme. La particularité de cette démarche est qu'elle est initiée par des jeunes de 11-12 ans qui amènent les citoyens du quartier à s'engager dans, pour et avec leur communauté.

Ce film (bande annonce : www.onf.ca/film/porteurs_despoir/) est fondé sur l'expertise développée par un Mauricien, M. Claude Poudrier directeur du PEEC (www.P2EC.ca). Après le visionnement au FSM 2016, ce dernier offrira un atelier où il expliquera à l'aide d'exemples concrets, les étapes de la démarche mobilisatrice citoyenne aux participants. Le PEEC espère établir des partenariats dans le but de réaliser des projets de collaboration ici et à l'étranger.



Table de concertation
du mouvement



Déclarer illégale la pauvreté

En juillet 2010, après plusieurs années de réflexion, d'écriture et de conférences, Riccardo Petrella marquait un premier but : les Nations Unies votaient une résolution reconnaissant que le droit d'accès à l'eau faisait partie des droits humains.

JEAN-YVES PROULX

Docteur en économie, moult fois docteur honoris causa, professeur émérite de l'Université de Louvain, toujours au service de l'humanité, l'infatigable septuagénaire italien publiait, fin 2015 Au nom de l'humanité - L'audace mondiale aux éditions Couleur Livres.

Le mot démocratie a été vidé de son sens, nous explique-t-il. Sans trop nous en rendre compte, nous assistons à une nouvelle forme de PPP : la Privatisation du Pouvoir Politique. L'État ne maîtrise plus rien, il exécute les ordres de la finance et

des banques. Que vous votiez à gauche ou à droite importe peu, les décisions prises seront sensiblement les mêmes.

Selon lui, il est urgent de remplacer « le pouvoir des marchés financiers aveugles et des oligarchies techno-bureaucratiques intolérantes » par « le pouvoir de décision dans l'intérêt général et la responsabilité de la collectivité, de la communauté ».

« Comment peut-on aujourd'hui parler de maison commune lorsque 87 personnes possèdent à elles seules autant de richesse que la moitié la plus pauvre des habitants de la planète ? » Et, poursuit-il, « on a fait croire et accepter que le riche est méritoire, alors que le pauvre est coupable et que les "petits" salariés n'ont que la juste rémunération de leurs travaux en fonction de leur rendement pour le capital ».

Les changements qui s'imposent ne viendront pas des nations affirme Riccardo Petrella, mais de l'expression de la volonté de l'humanité. On doit passer « de l'ONU à l'OMH, de l'Organisation des Nations Unies à l'Organisation mondiale de l'humanité ».

Faisant appel à l'audace mondiale, il nous propose trois pistes : « déclarer illégale la pauvreté, car l'exclusion est la plus grande violence faite à la dignité humaine, désarmer la guerre, cette négation de la vie et du vivre ensemble et mettre hors-

la-loi la finance spéculative et prédatrice qui détruit sens et valeur ».

« On devient pauvre. La pauvreté est une construction sociale. Il faut parler d'appauvrissement et non pas de pauvreté, d'appauvris et non pas de pauvres » soutient-il.

Son objectif ? En 2018, à l'occasion du 70^e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, que l'ONU adopte une résolution mettant « hors-la-loi, les lois, les institutions et les pratiques sociales collectives qui sont à l'origine des processus d'appauvrissement dans le monde ».

Cette « audace mondiale » devrait se faire entendre au Forum social mondial de Montréal du 9 au 14 août prochains. Riccardo Petrella y sera ! Il y prononcera l'une des grandes conférences de l'événement. C'est un rendez-vous... « au nom de l'humanité ».

Toujours optimiste, Riccardo Petrella termine : « le XIX^e siècle a été le siècle de

RICCARDO PETRELLA EN MAURICIE LE 16 AOÛT !

*Club de Golf Le Memorial Inc
3005 Rang Saint-Mathieu Est,
Shawinigan G9N 6T5*

*10 h Accueil et café
10 h 30 Conférence
12 h Dîner
COÛT 12 \$
(incluant le dîner)
Païement et inscriptions jusqu'à
disponibilité des places ou au plus
tard le 9 août.*

*Païement par chèque seulement,
émis au nom de la Table des aînés
de la Mauricie et poster à
l'adresse suivante :
Table des aînés de la Mauricie
402, rue Latreille,
Trois-Rivières (Québec) G8T 3G6*

la déclaration de l'illégalité de l'esclavage. Le XXI^e siècle devra être le siècle de la déclaration de l'illégalité de la pauvreté. »

*PETRELLA, Riccardo. *Au nom de l'humanité : L'audace mondiale*. Éditions Couleur Livres, 248 p.

5 à 7

Forum Social
Mondial 2016

Terrasse
Le Temps
d'une Pinte
(1465, rue Notre-Dame Centre, Trois-Rivières)

8 juin 2016

Sur place : kiosques, organismes
régionaux et organisation du FSM
INSCRIPTION GRATUITE
pour participer à la marche
d'ouverture du 9 août 2016
PLUS DE 80 000 PERSONNES ATTENDUES
ÉVÉNEMENT GRATUIT - CONSOMMATION SUR PLACE

2016
FORUM
SOCIAL
MONDIAL

f

POUR INFORMATION : JOANIE.MILETTE@CS3R.ORG
819 373.2598, POSTE 308

2016
FORUM
SOCIAL
MONDIAL

Fière partenaire de l'organisation
mauricienne du Forum social mondial de 2016!

ÉCOF-CDEC
de Trois-Rivières
www.ecof.qc.ca



LES GRANDS ENJEUX

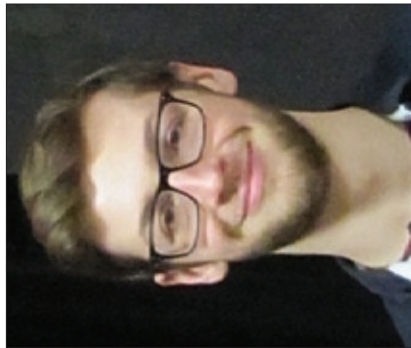
Comprendre le monde - la société

LA LETTRE OUVERTE, UN OUTIL CITOYEN

Dans le cadre des présents Grands enjeux, nous vous proposons deux des trois textes gagnants de la troisième édition du concours **La lettre ouverte : un outil citoyen**, organisé par le Réseau In-Terre-Actif, secteur jeunesse du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Le concours s'est tenu en collaboration avec la Société d'étude et de conférences Mauricie/Centre-du-Québec, la Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie et la Commission scolaire Chemin-du-Roy. Cette année, le thème phare du concours était la consommation de pétrole au Québec. Plus de 1000 jeunes de 4^e et 5^e secondaire ont ainsi empoigné la plume afin d'exprimer leurs idées sur ce sujet d'actualité. Les trois lauréats se sont partagés la somme de 1000 \$.

PREMIER PRIX

Une terre verte, pas une mer noire



Par Justin Courtois
Collège Clarétain de Victoriaville

Nous vivons au sein d'une société de consommation, donc très énergivore, qui ne cesse d'accroître ses besoins en énergie. On utilise cette énergie partout : pour chauffer, transporter, fabriquer, etc. Il y a beaucoup de moyens d'avoir de l'énergie, mais le plus répandu d'entre tous reste évidemment le pétrole, dont nous sommes inévitablement dépendants. Inévitablement, vraiment? La société québécoise pourrait-elle se passer de pétrole dans l'avenir? Bien sûr que oui, mais pas sans efforts considérables. C'est par l'électrification complète du réseau de transport que nous ferions un grand pas vers notre but, et par le remplacement des plastiques faits de pétrole par des substituts que nous l'atteindrions.

Bien que difficilement réalisable à court terme, l'électrification des transports est le meilleur moyen pour diminuer notre consommation de cette énergie fossile qui, par ailleurs, coûte des sommes phénoménales au Québec en frais d'importation. Environ 70% du pétrole consommé au Québec sert à des fins de transport. Il faudrait tout d'abord récompenser l'achat de voitures électriques et pénaliser l'achat de gros véhicules qui consomment beaucoup d'essence, une mesure qui ne coûterait rien au gouvernement.

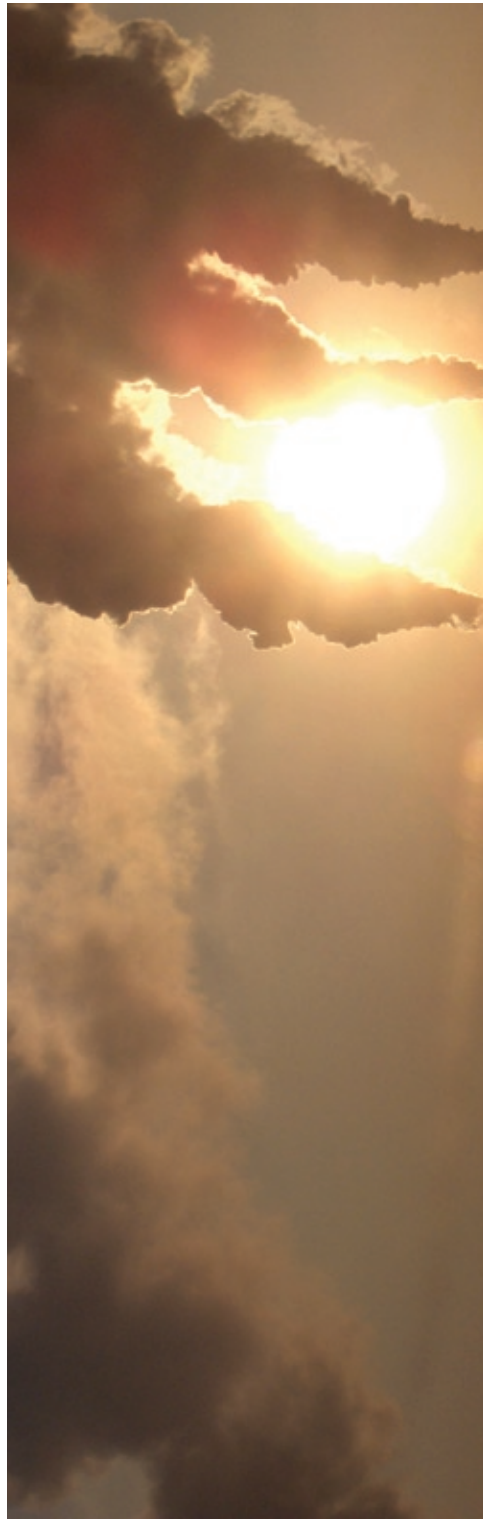
Favoriser les transports en commun est également une initiative fort intéressante dont nous nous servons déjà pour réduire à la fois le nombre de véhicules sur les routes et la quantité de gaz brûlé pour transporter un grand nombre de personnes. Diminuer notre besoin en énergie fossile n'est pas seulement un enjeu budgétaire, bien que ce soit un point important dans le débat, c'est particulièrement un enjeu planétaire. Des tonnes de gaz à effet de serre (GES) sont dégagées dans l'air lors de la combustion de ce type de combustible, et cela a pour effet de réchauffer notre planète.

Le transport du pétrole par trains, par pipelines ou par bateaux comporte des risques qui peuvent s'avérer fatals pour les écosystèmes des milieux si un accident survient. Les déversements pétroliers ne sont malheureusement rares, et il est tout à notre avantage de diminuer notre dépendance à ce que l'on appelle communément l'or noir, même s'il est impossible d'arrêter complètement son utilisation à court terme.

Bien que la majorité du pétrole utilisé au Québec serve à des fins de transport, il y en a tout de même partout autour de nous : brosses à dents, vêtements, médicaments, crayons, cellulaires... À peu près tout en contient, souvent sous la forme de plastique. On pourrait donc croire qu'on ne pourrait pas se passer de plastique. Pourtant, si on ne peut se passer de ce matériau, on peut se passer de pétrole! Il est désormais possible de fabriquer du plastique biodégradable à l'aide de divers matériaux naturels plus ou moins bizarroïdes. En effet, il est possible d'en fabriquer à partir de bananes, d'huile végétale, d'algues ou même... de carapaces de crevettes!

Cette alternative est très intéressante à développer et pourrait nous permettre de réduire encore une fois considérablement notre consommation d'énergie fossile et notre empreinte écologique. Mais malheureusement, comme vous le savez, l'argent mène le monde et l'électrification des transports ainsi que les alternatives au plastique sont coûteuses à court terme, bien qu'elles soient largement rentables à long terme. C'est pourquoi nous devons procéder graduellement en remplaçant peu à peu le plastique pétrolier par le plastique biodégradable et les automobiles à essence par les voitures électriques.

Finalement, il est clair que ce changement ne se fera pas du jour au lendemain, mais il finira par se faire si chacun d'entre nous s'investit afin de réduire sa consommation de produits pétroliers. À long terme, il est possible de se passer de pétrole. Bien que ce soit un objectif ambitieux, il est réalisable grâce aux alternatives au plastique et à l'électrification des transports. Car après tout, quoi de mieux à laisser aux générations futures, une dette financière remboursable ou une dette écologique impayable?



Vous appréciez ce point de vue DIFFÉRENT?

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications »



Aidez-nous à

CHANGER LE MONDE

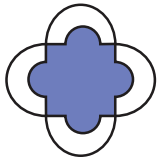


AFFICHEZ CES PAGES

La compréhension, c'est contagieux !



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
www.cs3r.org



Société d'étude et de conférences
Mauricie et Centre-du-Québec

DEUXIÈME PRIX

Une révolution verte pour un présent noir



Par Charlotte Pépin-Tremblay
Académie Les Estacades de Trois-Rivières

Regardez autour de vous. Que vous soyez dans la rue, dans un parc, dans votre chambre ou à votre travail, la majorité des objets qui vous entourent sont faits à base de pétrole. De vos vêtements jusqu'à vos murs, en passant par le papier de votre journal ou votre clavier d'ordinateur. Il est impossible d'y échapper. Cette situation peut-elle changer? Le Québec saura-t-il un jour se passer du pétrole? Je crois et j'espère fortement que ce sera possible, à l'aide de pétrole vert, de végétaux et d'électricité.

Ne soyons pas dupes, notre société est dépendante des produits du pétrole. Pour s'en passer, nous allons devoir le remplacer, mais par quoi? Commençons avec ce qui fait le plus peur à la majorité des gens : comment allons-nous faire tourner nos voitures? L'alternative en laquelle j'ai le plus confiance est celle du pétrole vert. Les étapes pour produire de l'essence sont toutes plus polluantes les unes que les autres. D'abord, il faut extraire le pétrole, ensuite il faut le raffiner, puis le transporter, tout cela pour ensuite le brûler dans nos moteurs et relâcher du CO2 dans l'atmosphère.

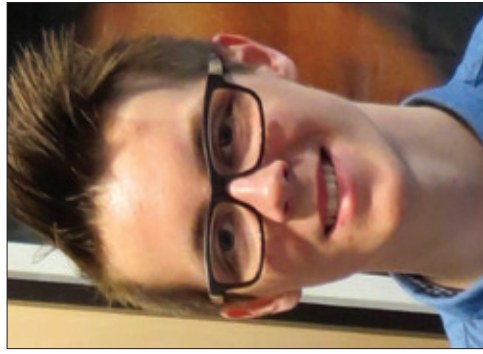
Prenons maintenant le pétrole vert. Nous pouvons obtenir ce pétrole de micro-algues avec une tasse d'eau de mer, du soleil, la reproduction naturelle des algues et, c'est ici que ça devient extraordinaire, réduire le CO2. Eh oui! Les micro-algues se nourrissent de CO2. Pour produire un baril de pétrole vert, deux tonnes de CO2 sont absorbées et une tonne est relâchée. En bref, le pétrole vert est facile à produire, il purifie l'air à ratio d'une tonne de CO2 par baril et il est en mesure de remplacer complètement l'essence. Je crois qu'il serait possible et bon pour le Québec d'utiliser cette ressource lorsqu'elle sera accessible.

Évidemment, l'essence n'est pas le seul produit du pétrole que nous utilisons mais, bonne nouvelle, ce n'est pas le seul qui est remplaçable. En fait, avec des composantes végétales, ils le sont presque tous! Il y a, bien sûr, une panoplie de plantes ayant les caractéristiques nécessaires pour remplacer le pétrole, mais la plante s'étant révélée la plus efficace est le chanvre, dont la tige contient 85% de cellulose végétale.

L'usage le plus impressionnant que l'on fait du chanvre est le plastique. Nous connaissons tous ce matériau tant utilisé, polluant et qui prend des milliers d'années à se décomposer. Eh bien, croyez-le ou non, le plastique de chanvre est biodégradable et beaucoup plus résistant. Vous pourriez jeter votre bouteille d'eau dans votre jardin et elle aiderait vos légumes à pousser! Il est même possible de construire des voitures en plastique de chanvre! En fait, cela a déjà été fait. Une des premières voitures était faite ainsi, et elle était plus sécuritaire, plus résistante que les voitures en acier, plus sûre à fabriquer et moins coûteuse : « C'est une voiture cultivée à partir de votre propre soi », disait Henry Ford, fondateur de la marque de voiture Ford. Avec le chanvre, il est aussi possible de faire des vêtements, du papier, des matériaux de construction, des médicaments et plus encore. Cette plante peut être cultivée partout et elle pousse rapidement. Même au Québec, avec notre climat, ce serait une bonne option pour remplacer le pétrole.

Et puis, il ne faut pas oublier qu'au Québec, nous avons une ressource incroyable : l'hydroélectricité. Les transports en commun, comme les métros et les TGV, utilisent déjà cette ressource pour fonctionner et les voitures électriques sont en plein essor partout dans le monde. Cette ressource serait exploitable beaucoup plus rapidement, car nous avons déjà les infrastructures et le savoir-faire nécessaires.

Par contre, tout cela prendra du temps parce que, soyons réalistes, sortir le Québec de l'omniprésence du pétrole ne se fera pas en un claquement de doigts. C'est un projet collectif qui demandera recherche, innovation et volonté, mais je suis optimiste. Je crois qu'il est possible d'explorer totalement le pétrole de notre société. Qui sait, peut-être qu'un jour le réchauffement climatique ne sera qu'une histoire de plus que les parents utiliseront pour faire peur à leurs enfants, comme le bonhomme sept heures. Mais ces mesures sont-elles suffisantes pour qu'il en soit ainsi? Que devrions-nous faire de plus?



Par Jean-Gabriel Comeau
École secondaire des Pionniers de Trois-Rivières

Félicitations au lauréat du troisième prix, Jean-Gabriel Comeau, de l'école secondaire des Pionniers de Trois-Rivières. Son texte intitulé « Un poison remplaçable » a retenu l'attention du jury pour la qualité de la langue utilisée et pour la clarté du propos. Vous pouvez lire le texte de Jean-Gabriel sur le site Internet du Comité de Solidarité/Trois-Rivières (www.cs3r.org).

TROISIÈME PRIX

Un poison remplaçable

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Sécheresse verte au Lesotho

Le village de Ha Mallani, au Lesotho, est situé à flanc de colline en surplomb du barrage de Katse, qui fournit une partie de son eau potable à la mégapole Johannesburg-Pretoria, en Afrique du Sud. Chaque année, de juillet à janvier, la sécheresse souffle sa poussière sur cette bourgade dont les habitants dépendent essentiellement de l'agriculture vivrière. Dès l'été 2016, ce petit pays enclavé d'Afrique australe risque de sombrer dans une « sécheresse verte » qui pourrait, au pis, pousser le tiers de sa population dans le gouffre de la famine, au mieux dans celui de la malnutrition.

OLIVIER GAMELIN
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

En février dernier, cette monarchie constitutionnelle déclarait l'état de catastrophe naturelle, alors que 21 000 Lesothans sont entièrement tributaires du Programme alimentaire mondial. Le hic : faute d'eau, les récoltes s'annonçaient rachitiques. Dans ce pays dont la population survit pour moitié grâce à l'agriculture (20 % du PIB en 1983 / seulement 7 % en 2011), les sécheresses sporadiques des dernières décennies n'ont rien d'encourageant. D'autant plus que les prochaines récoltes sont prévues seulement en mai-juin...2017.

UN CHÂTEAU D'EAU
Paradoxalement, ce n'est pas l'eau qui manque au Lesotho, surnommé le « château d'eau » sud-africain. Le pays dispose de réserves d'eau 75 fois supérieures à celles nécessaires pour satisfaire ses besoins nationaux. Pourtant, à l'ombre de son grand voisin, l'Afrique du Sud, le Lesotho a soif.

En 1986, l'Afrique du Sud et la Banque mondiale finançaient à renfort de milliards \$ le Projet hydraulique des hautes terres du Lesotho (PHHTL), afin de transformer l'or bleu en argent sonnante. L'objectif à terme : dériver 70 mètres cubes d'eau à la seconde pour abreuver l'insatiable consommation humaine et industrielle sud-africaine. En retour, les profits tirés de l'électricité produite

gonfleraient les coffres du Lesotho (6 % du budget national). Concrètement, la construction de cinq grands barrages était sur la planche à dessin des ingénieurs, un projet évalué à 16 milliards de \$ échelonné sur 30 ans. Ainsi, alors que l'Afrique du Sud se désaltère, les populations du Lesotho, situées en aval des barrages, sont désormais privées totalement ou en partie des eaux dont elles disposaient jadis.

Déjà en février 2013, la Banque africaine de développement (BAD) s'inquiétait : les piètres rendements agricoles du Lesotho risquaient de plonger le tiers de la population dans une situation d'insécurité alimentaire alarmante. « La persistance de la crise alimentaire et le taux de prévalence élevé du VIH dans le pays (un quart des adultes sont infectés) ont contribué à la détérioration des indicateurs sociaux, surtout la mortalité infantile et maternelle et, par ricochet, l'espérance de vie », notait la BAD dans sa planification stratégique 2011-2017.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES
Certes, le bradage de l'eau lesothane à l'Afrique du Sud n'est pas seul responsable de la sécheresse actuelle. Les changements climatiques ne sont pas étrangers à cette catastrophe humanitaire et environnementale. Pour l'heure, le pays ne dispose d'aucune politique ou stratégie à court terme pour faire face aux changements climatiques. Faute de disposer des ressources humaines adéquates



CRÉDIT : WWW.FLICKR.COM

Faute de pouvoir tirer leur eau des immenses réserves formées par la construction de barrages hydroélectriques, les Lesothans extraient l'or bleu au compte-goutte à même des puits qui se tarissent rapidement.

pour mettre en place des mesures d'atténuation, tout porte à croire que les robinets du Lesotho ne couleront pas avant longtemps.

Cela sans compter que l'Afrique du Sud produit actuellement plus de 92 % de son électricité à même ses centrales au charbon qui, faut-il le rappeler, consomment énormément d'eau et participent au réchauffement climatique global. Les émissions de gaz à effet de serre en Afrique du Sud sont 75 % plus élevées que la moyenne mondiale avec, on l'a vu, des conséquences directes, d'emblée sur le Lesotho, où 57 % de la population vit sous le seuil de la pauvreté.

En somme, la sécheresse verte au Lesotho illustre malheureusement combien un pays plus riche et développé peut faire main basse sur les ressources naturelles d'un pays voisin, plus petit, au nom

de son développement économique et, surtout, en faisant fi des conséquences environnementales et humaines inhérentes à ses décisions. Il ne s'agit pas ici de pointer du doigt l'Afrique du Sud, aux prises avec ses propres sécheresses et ses propres défis en matière de développement social, mais lorsque la solution de l'un réside dans l'appauvrissement de l'autre...

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM



GÉOGRAPHIE 101

BRÉSIL : Rio de Janeiro

À Rio de Janeiro, capitale du Brésil, ce n'est plus le crime organisé qui fait la pluie et le beau temps dans les bidonvilles juchés à flanc de colline où s'entassent plus de 1,5 million de personnes. Avec l'organisation de la Coupe du monde de soccer (2014) et des Jeux olympiques (JO) d'été en 2016, le gouvernement brésilien entend faire main basse sur les favelas, en faisant tout pour que le reste du monde n'y voie que du feu. Pour certains, le gouvernement « pacifie » les favelas, pour d'autres, il les occupe militairement.

170 000	Personnes expulsées des favelas pour permettre la construction des infrastructures olympiques
40	Nombre de favelas « pacifiées » par la police militaire
968	Nombre de favelas à Rio de Janeiro
1519	Homicides commis par la police militaire dans les favelas depuis 2010
450 000	Visiteurs attendus lors des JO
16 %	Augmentation du prix des logements au centre-ville depuis 2010
50 %	Augmentation du prix des logements en bordure de mer depuis 2010
23 milliards \$	Coût pour la Coupe du monde et les JO au Brésil
11,5 millions	Habitants de Rio de Janeiro
80 000	Nombre de policiers et de militaires lors des JO



CRÉDIT : WWW.PIXABAY.COM

Au pied des installations olympiques, plus de 1,5 million de personnes s'entassent dans les bidonvilles (favelas) de Rio de Janeiro.

DOSSIER SPÉCIAL CPE ET SERVICES DE GARDE

Depuis l'élection de l'actuel gouvernement du Québec, les services de garde à l'enfance vivent des moments difficiles. Les coupes à répétition imposées aux services de garde, et plus particulièrement aux Centres de la petite enfance seraient, aux dires du gouvernement Couillard, nécessaires en raison du contexte de réduction des dépenses de l'État, mais aussi afin de rétablir l'« équilibre » entre la participation financière des parents « utilisateurs » et celle assumée par l'ensemble des contribuables.

Au-delà des belles paroles et autres justifications budgétaires, quel message envoie-t-on aux parents québécois qui assurent la relève démographique de notre société ? Mais surtout, quelles conséquences auront ces mesures restrictives sur les enfants qui fréquentent, ou fréquenteraient, nos services de garde publics ?

En marge de la Semaine québécoise des services éducatifs en CPE et en milieu familial qui se déroule du 29 mai au 4 juin, La Gazette de la Mauricie propose un dossier qui suggère quelques pistes de réponse à ces importantes questions.



CRÉDITS : DOMINIC BÉHARÉ

Les parents n'ont pas de quoi rire avec les récentes annonces concernant le financement des services de garde et des CPE.

La Semaine québécoise des familles, vous connaissez? Cet évènement annuel qui se déroulait du 9 au 15 mai dernier a pour but de promouvoir et valoriser les familles.

d'assumer leur choix d'être parents sur la base du principe de l'utilisateur payeur sans tenir compte de leur apport au développement de la société québécoise?

Pourtant, ne serait-ce que sur le plan du défi démographique auquel fait face le Québec, les parents apportent une contribution essentielle.

Déjà sensible aux enjeux liés à la décroissance démographique, le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale soulevait, dans une étude publiée en 2004, un certain nombre d'inquiétudes liées à la diminution de la natalité : vieillissement accéléré et déclin de la population active, pénurie de main-d'œuvre, majoration des dépenses sociales, pressions accrues sur les régimes publics de retraite et difficulté pour l'État de financer l'ensemble des services.

Et cela sans parler d'autres répercussions à caractère culturel et politique comme la baisse du poids relatif de la population du Québec dans l'ensemble du Canada et ses conséquences sur le plan politique et l'avenir du fait français en Amérique du Nord.

Bien qu'elle relève d'un choix individuel ou familial, la décision d'avoir un enfant engage indéniablement la responsabilité de la société qui accueille cet enfant, qui

contribuera demain à titre de citoyen et de travailleur à la richesse sociale et économique de la collectivité.

Sous le titre choc « T'as pas d'enfant, tu m'en dois une », Bianca Longpré, blogeuse au Huffington Post, s'exprimait ainsi à ce propos : « Je travaille, je paie des impôts et en plus j'élève des enfants. Sans enfants, sans relève, la société ne fonctionne plus. Ça prend des kids. Ça prend des gens qui décident d'avoir des kids. Pourtant, je ne retire aucun bénéfice de la part de l'État pour mon travail de parent. Comme je gagne bien ma vie, financièrement l'État ne me donne rien. Sans compter que la société ne valorise pas vraiment le statut de mère et de père. »

Voilà des propos qui font bien mal paraître le principe du parent utilisateur payeur si cher au gouvernement Couillard. Ne reviendrait-il pas, en effet, à la collectivité d'assumer les coûts des services publics requis par les enfants plutôt que de les faire absorber par les parents?

La reconnaissance de la contribution sociale des parents passe par la conclusion entre la société québécoise et ses familles d'un nouveau contrat social garantissant l'accès à des services éducatifs universels et de qualité à leurs enfants. Ces enfants qui, demain adultes, assureront par leur travail et leurs impôts notre bien-être collectif.

Centre de la Petite enfance
Entreprise d'économie sociale
axées vers l'éducation citoyenne
ayant à cœur la famille



- Service Alimentaire (traiteur)
- Soutien au développement des compétences
- Service d'implication et d'engagement social

678, Hart
Trois-Rivières, QC
G9A 4R8

Tel : 819 378-5064
Fax : 819 378-8173

www.chevalsautoir.rcpe04-17.com

SERVICES DE GARDE

Un avantage peu souvent évoqué

On sait que les services de garde, notamment grâce au réseau des Centres de la petite enfance, procurent de nombreux avantages. Ils permettent aux femmes qui le désirent de demeurer plus longtemps sur le marché du travail ou bien d'y accéder plus facilement. Ils favorisent le développement des enfants de multiples façons, tout autant au plan affectif, cognitif et social. Plus rarement toutefois note-t-on à quel point ils constituent un formidable outil de réduction des inégalités sociales, et cela à un coût particulièrement avantageux quand on sait le prix qu'il faut payer pour lutter contre les ravages que cause la pauvreté chez les enfants.

RÉAL BOISVERT

C'est ce que nous démontrent les résultats de la dernière enquête québécoise sur le développement des enfants (EQDEM, 2012) menée auprès de tous les enfants du Québec au moment de leur entrée à la maternelle. Le questionnaire de l'enquête (Instrument de mesure du développement de la petite enfance) a permis d'évaluer leurs compétences sociales, leur maturité affective, leur développement cognitif et langagier, leurs habiletés de communication et leurs connaissances générales. Les enfants dont le score est le plus faible à l'échelle de cette mesure ont été considérés comme étant vulnérables au regard de leur développement. Au total, toutes catégories confondues, 20 % des enfants se retrouvent dans cette situation.

Or le graphique ci-contre nous apprend que ce pourcentage grimpe à tout près de 50 % pour les enfants de milieux très défavorisés qui n'ont pas fréquenté un service de garde, cela en comparaison de 27 % pour les enfants très favorisés qui eux non plus n'ont pas eu recours à

un tel service. Selon les cinq catégories de défavorisation illustrées sur ce graphique, tous les pourcentages sont à la baisse pour les enfants qui ont fréquenté un service de garde.

Mieux encore, cet effet se fait fortement sentir auprès des enfants très défavorisés, tellement que, sur ce point, ceux qui parmi eux ont fréquenté un service de garde se comparent, en proportion, aux enfants vulnérables de milieu favorisé qui n'en ont pas fréquenté un.

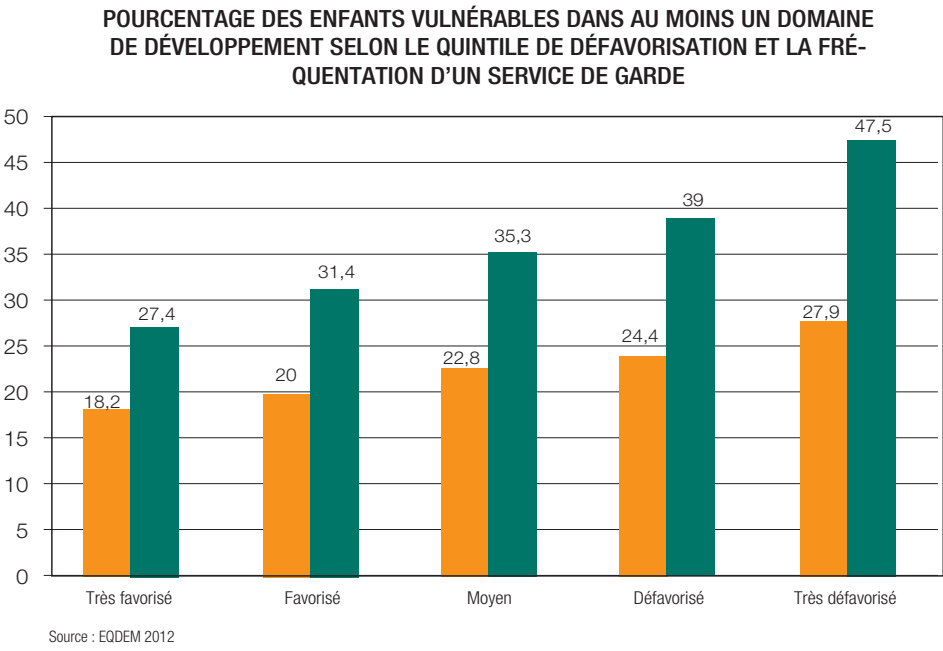
C'est ainsi que par une simple politique de services à l'enfance, on en arrive à corriger le déficit relatif de développement des enfants défavorisés, cela en ramenant ces derniers au niveau des enfants mieux nantis qui arrivent directement à l'école sans passer par un service de garde. Imaginez ce que l'on pourrait faire si on agissait directement sur la situation socioéconomique et sur les conditions de vie des parents et des enfants défavorisés !

Sources disponibles sur notre site Internet www.gazettemauricie.com



CRÉDITS : DOMINIC BÉLÉRE

« Recherche et trouve » au CPE Le Cheval Sautoir





CPE

COUPES par dessus COUPES

RÉINVESTISSONS DANS L'AVENIR!





Le 28 février dernier, la CSN lançait sa campagne Un réseau qui fait grandir. Faisant partie d'un vaste mouvement de protestation amorcé dans l'ensemble des régions du Québec, cette campagne vise à contrer le saccage des services de garde éducatifs à tarif réduit que le Québec s'est donnés, il y a plus de 20 ans, et s'inscrit dans la lutte engagée par la CSN contre l'austérité.

Le réseau des services de garde éducatifs, d'abord à 5 \$, puis à 7 \$, a été mis à très rude épreuve depuis quelques années. Mais aujourd'hui, en raison des politiques d'austérité du gouvernement de Philippe Couillard, le réseau est à bout de souffle. Les acquis des 20 dernières années sont menacés par la réduction de l'accessibilité aux services de garde à tarif réduit dans les centres de la petite enfance (CPE), chez les responsables d'un service de garde en milieu familial reconnues (RSG) et dans les services de garde en milieu scolaire, et par la disparition du caractère universel qui les distinguait.

CHOC TARIFAIRE

Sans débat public, et par bâillon, les libéraux de Philippe Couillard ont mis fin unilatéralement au tarif unique en imposant des frais de garde supplémentaires calculés en fonction du revenu familial en CPE et en milieu familial reconnu, et cela, rétroactivement à avril 2015. Ces augmentations pourraient atteindre pour un seul enfant 174 % ! En service de garde en milieu scolaire, la hausse s'élève à 14,3 %, soit bien au-delà de l'inflation courante. C'est sans compter l'effet de l'indexation permanente de tous les tarifs de garde entrée en vigueur le 1er janvier 2016.

L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), a estimé que parmi les impacts néfastes, de 2000 à 2500 emplois en CPE pourraient être perdus au cours des prochains mois.

Lors de la période de déclaration de revenus, des milliers de parents ont découvert avec stupeur ce que leur coûtent les nouveaux frais de garde modulés. Au total, pour un revenu familial se situant entre 75 000 \$ et 155 000 \$, la hausse annuelle pour un seul enfant peut varier de quelques centaines à plusieurs milliers de dollars. Mince consolation : pour un deuxième enfant, le dernier budget provincial a prévu une diminution de moitié de la hausse additionnelle au tarif réduit.

Pourtant, en avril 2014, lors du discours d'assermentation de la ministre de la Famille, Francine Charbonneau, le premier ministre déclarait : « La famille est le berceau de la société. Vous verrez à poursuivre le développement des places en garderie et éviterez un choc tarifaire aux familles de la classe moyenne, en optant pour une indexation des tarifs. »

PROMOTION DES GARDERIES COMMERCIALES

Les gouvernements libéraux successifs ont pris le parti de favoriser le développement des garderies privées commerciales. Pour les libéraux de Philippe

Couillard, il n'existerait aucune différence entre les services offerts dans les garderies commerciales, et ceux dispensés en CPE et chez les RSG reconnues. Or, maintes recherches ont démontré que la qualité des services en CPE et en milieu familial reconnu était supérieure à celle des garderies commerciales. D'autres études ont confirmé que la fréquentation d'un service de garde éducatif de qualité améliore le développement global de l'enfant et son bien-être.

Malgré cela, au fil des années, les gouvernements ont mis en place des mesures pour favoriser les garderies commerciales subventionnées ou non : pour les premières, en leur accordant des places à tarif réduit et, pour les secondes, en bonifiant le crédit d'impôt versé aux parents pour frais de garde. Ce crédit ne devait être que temporaire afin d'aider les familles n'ayant pas accès à une place à contribution réduite et ne devait surtout pas avoir pour but de favoriser le développement des garderies commerciales. Pourtant, alors que ces dernières représentaient 16 % du total des places régies en 2003, elles comptent aujourd'hui pour 35 % de toutes les places disponibles.

ATTEINTE À LA QUALITÉ DES SERVICES

Bien que les récentes hausses de tarif rapportent au trésor public quelque 170 millions de dollars annuellement, le gouvernement a poursuivi ses compressions budgétaires sans égard au bien-être des enfants. L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPPE), a estimé que parmi les impacts néfastes, de 2000 à 2500 emplois en CPE pourraient être perdus au cours des prochains mois.

Déjà, les répercussions des coupes budgétaires se font sentir à plusieurs niveaux. En CPE, c'est la diminution des heures consacrées à l'alimentation, à la désinfection et à l'entretien sanitaire, à l'accompagnement des enfants aux besoins spécifiques ainsi que le non-remplacement du personnel. En milieu familial reconnu, c'est la baisse des ressources dédiées à l'aide pédagogique et à l'aide aux enfants ayant des besoins spécifiques. En milieu scolaire, c'est la réduction des achats de matériel ainsi que du temps de planification et de préparation au détriment de la diversité des activités offertes aux enfants.

RÉSISTANCE !

Rarement la grogne et la résistance populaires aux assauts injustifiés des libéraux auront été aussi marquées. Dans toutes les régions du Québec, on a assisté à de multiples rassemblements et manifestations hautes en couleurs, à des chaînes humaines devant les CPE et devant les bureaux régionaux du ministère de la Famille, à de nombreux appels publics à la raison, en plus de pétitions réclamant du gouvernement la fin du saccage des services de garde et un réinvestissement majeur dans le réseau.

Le mécontentement a été tel qu'en plus d'une mince concession budgétaire aux parents d'un deuxième enfant fréquentant un CPE ou un milieu de garde familial reconnu, Philippe Couillard a dû procéder à un remaniement partiel de son gouvernement, en janvier dernier. Incidemment, il a écarté sa ministre de la Famille, Francine Charbonneau, trop associée à l'intransigeance et aux mesures d'austérité libérales. Il a nommé en lieu et place Sébastien Proulx, député élu en 2014 sous la bannière libérale après son passage à la défunte Action démocratique du Québec, réputé avoir prôné le versement d'allocations directes aux familles plutôt que le développement d'un réseau de services de garde éducatifs de qualité.



Conseil Central du
Coeur DU QUÉBEC

François Forget,
conseiller syndical, CSN
Espace retenu par
le Conseil Central du coeur du Québec-CSN

Glissement planifié vers le privé?

Depuis 2006, les Centres de la petite enfance ont subi des compressions de plus de 260 M\$ auxquelles s'ajoutera cette année une nouvelle ponction de plus de 300 M\$ imposée à la fois aux garderies publiques et aux parents.

DIANE LEMAY

Ces décisions ont des impacts considérables dans le monde des CPE, tant sur la qualité que sur l'offre des services. Elles auront inévitablement des répercussions sur le cheminement scolaire de certains enfants.

En persistant dans la voie de l'austérité, le gouvernement Couillard se prive d'agir en amont pour contrer le décrochage scolaire, alors que les dernières recherches en éducation réaffirment l'importance d'intervenir dès la petite enfance.

DÉCROCHAGE ET MATERNELLE À 4 ANS

Chaque année, le décrochage scolaire coûterait plus de 1,9 milliard de dollars à la société québécoise. Au Québec, 1 garçon sur 3 et 1 fille sur 5 décrochent au secondaire. Le taux de décrochage atteint même 47 % chez les jeunes en milieu défavorisé. Chômage, aide sociale, délinquance, les répercussions du décrochage scolaire sont multiples.

L'expert en éducation Égide Roy reproche au gouvernement d'improviser et de ne pas tenir compte des dernières recherches en éducation qui proposent rien de moins que la maternelle à 4 ans pour lutter contre le décrochage. Il n'est

pas efficient d'attendre trop longtemps avant d'intervenir.

Les études révèlent que des inégalités éducatives sont présentes dès la naissance. Le milieu familial influe sur l'apprentissage des jeunes enfants. Les services éducatifs de qualité sont essentiels pour favoriser l'égalité des chances et la réussite scolaire. En observant le comportement d'un enfant de la maternelle, on peut pratiquement prédire s'il complètera ou non son cours secondaire. Le professeur James Heckman de l'université de Chicago, Prix Nobel d'économie affirme que « l'éducation préscolaire est le maillon le plus important de la chaîne éducative ».

Les services de garde peuvent « prévenir les difficultés scolaires chez les enfants vulnérables », selon une autre étude menée à l'Université de Montréal et publiée dans le Journal of Child Psychology and Psychiatry.

LES CPE, DES SERVICES DE GARDE DE PLUS GRANDE QUALITÉ

Encore faut-il offrir des services de garde de qualité. Selon une enquête, la qualité des services est plus élevée dans les CPE que dans les garderies à but lucratif.

Les plaintes déposées à l'endroit des garderies à but lucratif représentent 77 % de l'ensemble des plaintes déposées



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

On s'amuse au CPE Le Cheval Sautoir.

contre des services de garde en installation (garderies et CPE) entre avril et décembre 2011, alors que les garderies offrent seulement 44 % des places en installation. De plus, les garderies à but lucratif et les garderies en milieu familial fréquentées par les enfants défavorisés offrent souvent des services de moindre qualité que les milieux de garde du même type fréquentés par les enfants favorisés. Toutefois, il demeure que la

qualité offerte en CPE est la même, quel que soit le milieu socioéconomique.

Malgré des données fiables, le gouvernement québécois abandonne ses services à la petite enfance en poussant les parents vers les garderies commerciales à plein tarif.

**Sources disponibles sur notre site Internet www.gazetteauricie.com*

Des coupes qui frappent !

Les compressions budgétaires du gouvernement Couillard fragilisent le réseau des CPE et rendent les récents projets du nouveau ministre de l'Éducation, Sébastien Proulx, difficilement réalisables. Notamment, la maternelle à 4 ans pourra-t-elle aider à réduire le décrochage scolaire faute de dépistage précoce et de suivi adéquat des enfants par des éducatrices spécialisées?

DIANE LEMAY

Nous avons rencontré une éducatrice (que nous appellerons Mme Nathalie) comptant plus de 15 ans d'expérience dans un CPE de la région. Elle évalue avec nous les impacts de ces coupes.

LES PARENTS

Depuis le 1er avril 2015, fini les garderies à 7 \$. Les tarifs quotidiens varient désormais de 7,30 \$ à 20 \$, selon les revenus des parents. Par exemple, deux professionnels ayant deux enfants en CPE paieront 5000 \$ supplémentaires à la fin de l'année, en plus du tarif quotidien qu'ils paient déjà.

POUR LES ENFANTS

Il y a moins d'achats de matériel pédagogique. Les projets et les sorties sont rationnés. La qualité de la nourriture diminue (du bœuf haché plusieurs jours par semaine au menu). Les portions sont plus petites. Les collations

sont limitées (une galette par enfant pour dessert).

Les risques de maladie sont accrus (moins de temps pour la désinfection des jouets et du matériel). Il y a plus de risques de blessures (les bris ne sont pas toujours réparés).

LES ÉDUCATRICES

Les éducatrices doivent assumer d'autres tâches (entretien des locaux et des jouets, soutien à la cuisine) au détriment de la qualité de la présence auprès des enfants.

Les pertes d'emplois, la variation des heures de travail font en sorte que l'atmosphère de travail est plus pénible. Les éducatrices sont souvent fatiguées et moins motivées à faire de la stimulation éducative.

LES CONSEILLÈRES PÉDAGOGIQUES

L'abolition de postes et la diminution des heures de travail compromettent

gravement le dépistage et le suivi des enfants en difficulté.

POUR LE PERSONNEL ADMINISTRATIF

La diminution des heures de travail en comptabilité et en secrétariat entraîne une surcharge de travail.

Selon Mme Nathalie, « il est difficile de se démarquer des milieux privés quand on nous enlève les outils nécessaires pour le développement de nos enfants, qu'on nous demande de faire plus avec moins, et tout ce remue-ménage va à l'encontre des valeurs véhiculées par les CPE... ces orientations sont désastreuses quand on sait qu'il a été prouvé que le réseau des CPE offre un service de meilleure qualité ».

DÉSERTION DES CPE

Par ses politiques, notre gouvernement favorise le privé, beaucoup moins cher pour l'État. Certains parents préfèrent payer 40 \$ par jour en garderie privée et commerciale, les déductions fiscales consenties au provincial et au fédéral ayant souvent pour effet de réduire le coût net de ces services de garde privés. Dans les faits, le service en milieu privé revient à 2 ou 3 \$/jour pour certains et

se situe autour de 10 à 12 \$/jour pour plusieurs. Autre avantage, le ministère du Revenu a mis en place un système de remboursement anticipé qui évite aux familles d'attendre la période des impôts pour encaisser les crédits. Une fois par mois, les parents utilisateurs reçoivent leur dû avant de payer la garderie.

Le calcul est facile à faire. Ces crédits d'impôt sont si généreux qu'en y ajoutant le crédit provincial pour frais de garde d'enfants, il est plus avantageux pour certaines familles québécoises de placer leur enfant dans une garderie privée non subventionnée. Ce qui crée un mouvement important vers le privé.

Mme Courville présidente de la FIPEQ-CSQ « note de plus que les modifications apportées par Québec depuis 2008-2009 ont fait en sorte que le nombre de places offertes en garderies privées non subventionnées a augmenté de 554 pour cent, passant de moins de 7000, en 2009, à plus de 46 000 en 2014. »

**Sources disponibles sur notre site Internet www.gazetteauricie.com*

Un rôle essentiel en milieu défavorisé

Les familles vivant en situation de pauvreté doivent-elles avoir accès aux CPE même si les parents sont souvent sans emploi et donc disponibles pour s'occuper de leurs enfants?

VALÉRIE DELAGE

Marie-Josée Lupien, éducatrice spécialisée à la Maison Coup de pouce, organisme qui offre du soutien aux familles vivant dans le secteur HLM Adélaïde-Dugré, croit que oui : « Aider les enfants vivant en milieu défavorisé à partir du bon pied en leur offrant un accès au CPE peut constituer un facteur de protection important. C'est un investissement préventif qui peut permettre d'éviter des coûts beaucoup plus élevés en services spécialisés plus tard. »

L'effet de groupe et la stimulation par des éducatrices professionnelles peuvent jouer un rôle déterminant dans le développement des enfants issus de milieux défavorisés. « On a déjà vu des enfants entrer au CPE avec des retards tellement importants qu'on les soupçonnait d'avoir une déficience intellectuelle ou une quelconque maladie physique ou mentale. Mais dans certains cas, après seulement un an de fréquentation à temps plein, ils avaient rattrapé leur retard! », raconte Marie-Josée.

À l'entrée à la maternelle, on peut observer entre les enfants qui sont allés au

CPE et les autres un décalage frappant sur le plan de la stimulation, des habiletés sociales et de la facilité à intégrer les règles de vie. « Les enfants qui n'ont pas du tout fréquenté le CPE sont parfois comme des petits chevreuils qui ne savent pas où aller et qui sont curieux de tout voir, ce qui fait qu'ils ne sont pas fonctionnels dans un groupe », illustre Marie-Josée. Elle constate par ailleurs que depuis que les gens du secteur ont accès plus facilement au CPE voisin, l'incidence des difficultés d'apprentissage, des retards académiques et des troubles de comportement a nettement diminué à l'entrée à l'école. « Auparavant, on voyait beaucoup d'enfants arriver en première année, au service d'aide aux devoirs que nous offrons, avec un retard académique qu'ils ne parvenaient pas à combler avec les années et conduisant bien souvent au décrochage scolaire. Maintenant, cette différence par rapport aux autres milieux socio-économiques n'est plus aussi flagrante », constate-t-elle.

Les enfants des familles immigrantes habitant le secteur ont aussi avantage à fréquenter le CPE, car certains parlent très peu le français lors de leur arrivée.

DÉSINVESTISSEMENT DANS LE RÉSEAU QUÉBÉCOIS DES SERVICES DE GARDE Recul pour les femmes

Les plus récentes coupes budgétaires dans le réseau des garderies subventionnées démontrent une nouvelle fois que le projet de démantèlement de nos services publics au profit du privé suit son cours et que ce sont les femmes qui sont les premières à en faire les frais.

FLORIE DUMAS-KEMP

Qu'il s'agisse des coupes de 120 M\$ pratiquées en février dernier ou de la modulation des tarifs de garderie décréée en 2014, les décisions politiques libérales prises sous le couvert d'un « rééquilibrage budgétaire » marquent une nette régression sur les avancées féministes des trente dernières années. Les impacts positifs de la politique familiale du Québec sur la situation des femmes sont ainsi mis en péril. Quels sont ces effets et en quoi cela fait-il que le Québec se démarque des autres provinces canadiennes sur le plan des leviers mis en place pour promouvoir l'égalité des genres? Nous résumerons ici certains résultats de l'étude réalisée par l'IRIS sur la privatisation des services de garderies*.

Tout d'abord, la mise en place de la politique familiale du Québec en 1997, la création d'un réseau de garderies subventionnées et l'introduction d'un nouveau congé parental en 2006 visaient à permettre aux parents de retourner au travail pendant que leurs enfants

étaient pris en charge par des services compétents et stimulants offerts à un prix abordable. Alors qu'à l'époque, tant les schèmes de pensée sexistes (les femmes auraient un don « naturel » pour le soin des enfants) que les conditions économiques (garderies inaccessibles et en manque de places, salaires moindres pour les femmes, etc.) incitaient fortement les femmes à rester à la maison, la nouvelle politique offrait plutôt la possibilité aux mères d'envisager un retour sur le marché du travail. Près de 20 ans après son adoption, l'IRIS fait la démonstration de l'efficacité des mesures prises.

En effet, les chercheurs soulignent qu'en 2014, avant que le gouvernement libéral ne module les tarifs en fonction des revenus familiaux, le Québec était la province au Canada où le coût des services de garde était le moins élevé par rapport au revenu médian des femmes de 25 à 34 ans. Ces coûts représentaient environ 5 % du revenu des femmes québécoises, par rapport à environ 30 % dans la plupart des autres provinces. Bref, c'est au Québec que « le coût de



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

Impossible d'ignorer le photographe alors qu'on ramasse le « minéral » de paillis dans la cour de récréation du CPE Le Cheval Sautoir.

Le passage par la garderie est alors essentiel pour leur permettre de bien maîtriser la langue à leur entrée à l'école.

Bien que l'accès au CPE soit déterminant pour les enfants vivant en milieu défavorisé, il faut toutefois s'assurer que le CPE ne se substitue pas aux parents. Elle estime que « le CPE doit jouer un rôle d'accompagnant des parents dans l'éducation de l'enfant, les aider à continuer le travail de développement

à la maison. » Or, elle s'inquiète de la réforme prochaine qui obligerait les parents à envoyer leur enfant au CPE à temps plein. « Beaucoup de parents ne sont pas prêts à laisser leur enfant à la garderie à temps plein, ce qui fait que certains ne les enverront pas du tout. D'un autre côté, envoyer les enfants toute la semaine peut avoir tendance à déresponsabiliser les parents. Ça prend un juste milieu qui ne sera bientôt plus possible », croit-elle.



CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ

Les enfants font la démonstration de leurs talents en gymnastique au CPE Le Cheval Sautoir

ces services est le moins élevé et que le revenu des femmes est le moins amputé ». Autre conséquence selon l'IRIS des mesures issues de la politique familiale québécoise, la proportion de Québécoises actives (emploi, études, etc.) mères de jeunes enfants, qui était la plus basse du Canada en 1995, était devenue la plus élevée en 2015.

Finalement, la politique familiale a permis aux femmes d'accéder en plus grand nombre au marché du travail et d'ainsi transgresser les attentes sociales, jusqu'alors jugées naturelles, liées à leur sexe et à leur rôle de mère. Par ailleurs, l'IRIS souligne dans son rapport le rôle majeur qu'a joué la création d'un réseau

public de garderies subventionnées dans la création d'un service de qualité ainsi que dans la valorisation et la rémunération du travail de soin des enfants, habituellement effectué gratuitement par les femmes. Même si ce travail reste peu valorisé, le réseau subventionné québécois a permis de fournir des conditions de travail supérieures à celles ayant cours dans le reste du Canada. Toutes ces avancées vers une plus grande égalité des genres sont mises en péril par le sous-financement de notre réseau subventionné et par la privatisation résultant.

**Étude disponible sur notre site Internet www.gazetteauricie.com*

MA PLACE EN SANTÉ,
j'y tiens

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

**La privatisation affaiblit
notre réseau public**



maplaceensante.com